



COMPTE-RENDU DE LA QUATRIÈME SESSION D'ASSEMBLÉE DE L'AGENCE INTERNATIONALE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES: 17-19 JANVIER 2014

La quatrième session d'Assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) s'est déroulée les 18 et 19 janvier 2014 à Abu Dhabi, aux Émirats Arabes Unis (EAU). L'Assemblée a été précédée d'une réunion ministérielle le 17 janvier au sujet de l'initiative pour un Corridor africain d'énergies propres. Une discussion ministérielle en table ronde s'est déroulée dimanche parallèlement à l'Assemblée de l'IRENA.

Plus de 1200 participants ont assisté à l'Assemblée. Les principales questions abordées sont: le programme de travail et le budget pour la période 2014-2015 et la procédure de nomination du Directeur général; la publication annuelle de l'IRENA, intitulée « Repenser l'énergie » (*Rethinking Energy*); le rapport de l'IRENA sur l'emploi dans le secteur des énergies renouvelables; le projet de Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD); et le Navigateur de projets, un outil virtuel destiné à soutenir le développement de projets d'énergies renouvelables.

Au cours de la réunion ministérielle de vendredi, un accord a été conclu pour approuver le Communiqué de l'IRENA concernant le Corridor africain d'énergies propres, une initiative lancée lors de la troisième session d'Assemblée de l'IRENA avec pour objectif de développer des énergies renouvelables, propres, abordables, rentables et autochtones en soutien au développement économique de l'Afrique.

Une cérémonie de signature a eu lieu samedi au cours de la session d'Assemblée, au cours de laquelle 23 nouveaux membres ont rejoint l'initiative Atlas mondial des énergies renouvelables. Un événement de haut niveau s'est tenu dimanche sur le soutien public aux énergies renouvelables et le lancement de la Coalition pour agir, ainsi qu'un autre événement de haut niveau dédié au chiffrage des énergies renouvelables et au lancement de l'Alliance pour le chiffrage des énergies renouvelables.

BREF HISTORIQUE DE L'IRENA

Les statuts établissant l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) ont été adoptés le 26 janvier 2009 et sont entrés en vigueur le 8 juillet 2010. L'IRENA a été créée pour promouvoir l'adoption généralisée et accrue, et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables. L'IRENA compte actuellement 124 États membres, y compris l'Union européenne (UE), et 43 pays sont en processus de devenir membres.

CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE: La Conférence préparatoire pour la création de l'IRENA s'est tenue les 10 et 11 avril 2008, à Berlin, en Allemagne. Les délégués de 60 pays ont exprimé leur soutien à la création d'une agence internationale pour les énergies renouvelables, et ont débattu des questions telles que les objectifs, les activités, la structure organisationnelle et le financement de la nouvelle agence. Deux ateliers préparatoires sur l'IRENA ont suivi à Berlin, en Allemagne, le 30 juin et le 1^{er} juillet 2008, et ont porté essentiellement sur son programme de travail, ses statuts et son financement.

DERNIÈRE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE: Cette réunion a eu lieu les 23 et 24 octobre 2008, à Madrid, en Espagne. Les délégués ont conclu les discussions sur les statuts

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de l'IRENA	1
Compte-rendu de la réunion	2
Réunion ministérielle sur le corridor africain d'énergies propres	2
Assemblée de l'IRENA	4
Réunions à venir	12
Glossaire	13

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Tasha Goldberg, Kati Kulovesi, Ph.D., et Jennifer Lenhart. Edition numérique: Dan Birchall. Version française: Alexandra Lefevre - Correctrice: Sandra Gagnon. Éditrice: Pamela Chasek, Ph.D., <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat de l'IRENA. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

de l'IRENA et résolu les questions telles que le financement, les critères et les procédures de sélection du Directeur général par intérim, et le siège provisoire, ainsi que la conception de la phase initiale de l'IRENA.

CONFÉRENCE FONDATRICE: La Conférence fondatrice de l'IRENA s'est tenue le 26 janvier 2009 à Bonn, en Allemagne, où 75 pays ont signé les statuts de l'IRENA.

PREPCOMS 1-5: La Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie 5 fois entre janvier 2009 et avril 2011 après la conférence fondatrice. Au cours de ces réunions, les délégués ont discuté des étapes à venir pour l'IRENA, ont choisi la ville d'Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU), comme siège provisoire, et ont nommé Adnan Amin (Kenya) comme Directeur général par intérim. Les délégués ont également décidé que la ville de Bonn, en Allemagne, abriterait le Centre d'innovation et de technologie de l'IRENA, tandis que Vienne, en Autriche, serait le siège du bureau de liaison de l'IRENA pour la coopération avec d'autres organisations agissant dans le domaine des énergies renouvelables. Les délégués ont par ailleurs examiné des questions telles que le premier programme de travail, le règlement financier, les statuts du personnel et le budget.

PREMIÈRE SESSION DE L'ASSEMBLÉE: La première session de l'Assemblée de l'IRENA a eu lieu les 4 et 5 avril 2011 à Abu Dhabi. L'Assemblée s'est penchée, entre autres, sur l'élection du Conseil; le programme de travail et le budget pour 2011; le règlement intérieur; les dispositions transitoires; les questions relatives au personnel et aux finances; et l'organisation de la deuxième session de l'Assemblée. L'Assemblée a aussi nommé Adnan Amin (Kenya) comme Directeur général. La session de l'Assemblée comprenait un Segment de haut niveau auquel ont participé plus de 50 ministres.

DEUXIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE: La deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est tenue les 14 et 15 janvier 2012, à Abu Dhabi. Les délégués ont adopté des décisions sur, entre autres: le programme de travail et le budget pour 2012, le détachement du personnel, l'éthique et le conflit d'intérêts, et le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement. Deux tables rondes ministérielles ont également été organisées sur le projet de stratégie à moyen-terme de l'IRENA, et la coopération de l'IRENA avec le secteur privé.

TROISIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE: La troisième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est déroulée les 13 et 14 janvier 2013 à Abu Dhabi. Les délégués ont adopté le budget et le plan de travail de l'Agence pour 2013, ainsi qu'une Stratégie à moyen-terme. Les membres ont également approuvé une programmation et un cycle budgétaire biennaux, prenant ainsi en compte le caractère pluriannuel des activités de l'IRENA. La troisième assemblée a également confirmé l'engagement de l'IRENA à agir conformément à l'initiative SEE4ALL (énergie renouvelable pour tous) du Secrétaire-général des Nations Unies. Deux tables rondes ministérielles ont eu lieu sur « Le financement des énergies renouvelables en faveur du développement » et « Les coûts et avantages des énergies renouvelables ».

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION

Ce compte-rendu résume les discussions et les résultats de la quatrième session de l'Assemblée de l'IRENA, des discussions ministérielles sur l'initiative pour un Corridor africain d'énergies propres, et les tables rondes ministérielles.

RÉUNION MINISTÉRIELLE SUR LE CORRIDOR AFRICAIN D'ÉNERGIES PROPRES

Dans l'après-midi du vendredi 17 janvier, le Directeur général de l'IRENA, Adnan Amin, a ouvert la réunion ministérielle pour aborder le Programme d'action du Corridor africain d'énergies propres. Il a instamment prié les participants à établir les principaux piliers du projet de communiqué concernant le Corridor africain d'énergies propres, de façon à: établir les zones pour l'implantation des usines d'énergies renouvelables; améliorer les processus de planification; soutenir des cadres proactifs pour le financement; et mettre en oeuvre le renforcement des capacités.

AVANTAGES DU CORRIDOR AFRICAIN D'ÉNERGIES PROPRES:

Une discussion ministérielle en table ronde concernant les avantages du Corridor africain d'énergies propres a été modérée par Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA). Ali Yacoub Mahamoud, Ministre de l'Énergie de Djibouti, a souligné la récente mise en place à Djibouti d'un organe chargé d'exploiter le potentiel de l'énergie géothermale, et a mis en exergue d'autres développements dans les énergies solaire et éolienne, en indiquant que « ces exemples montrent une forte coopération sous-régionale pour parvenir au développement durable ».

Ato Alemayehu Tegenu, Ministre de l'eau et de l'énergie de l'Éthiopie, a souligné le besoin d'une volonté et d'une détermination politiques ambitieuses, assorties d'une prise en compte des besoins des communautés, pour développer les énergies renouvelables. Il a mis en avant le développement des énergies hydroélectrique, géothermale, éolienne et solaire en Éthiopie, ainsi que la mise en réseau des autres pays de la région.

Salvador Namburete, Ministre de l'énergie du Mozambique, a mis en exergue les activités de cartographie pour les énergies renouvelables. Il a reconnu les impacts, notamment le déplacement et la relocalisation à cause d'activités minières d'exploitation du charbon, et a souligné le besoin de développer un mélange équilibré de ressources en énergie provenant à la fois des énergies fossiles et des énergies renouvelables.

Dikobe Benedict Martins, Ministre de l'énergie de l'Afrique du Sud, a évoqué les défis que posent en Afrique les énergies renouvelables, notamment le fait que la plupart des pays n'ont pas les ressources financières suffisantes pour rendre les projets d'énergies renouvelables rentables. Il a souligné le manque de politiques et de planifications claires en matière d'énergie, en signalant le besoin de travailler de concert avec de nombreuses parties prenantes pour créer des accords de financement innovants.

Tabitha Boutros, Ministre d'État à l'électricité et aux barrages du Soudan, a signalé l'utilisation de l'énergie hydroélectrique dans son pays, ainsi que les études menées conjointement avec des entreprises kényanes du secteur de l'énergie sur le potentiel du Soudan en termes d'énergie géothermale. Elle a souligné le besoin de se focaliser sur les zones hors réseau et de travailler avec les communautés locales.

Harry Kalaba, Ministre des terres, des ressources naturelles et de l'environnement de la Zambie, a déclaré que son pays n'est « pas enclavé mais interconnecté » au vu de son potentiel concernant les énergies renouvelables. Il a mis en avant le besoin d'évaluer et de répertorier les ressources en énergie renouvelable en fonction de leur type, de leur capacité de génération potentielle et de leur emplacement.

Magdy Sady, Ministre adjoint, Égypte, a signalé l'intérêt croissant que suscitent les investissements dans les énergies renouvelables, partout sur le continent africain, comme pouvant générer la volonté politique et l'adhésion du public nécessaires pour faire avancer les énergies renouvelables. Il a estimé que le Corridor africain d'énergies propres n'est pas simplement une question d'énergie, mais également de connectivité, et donc de commerce et de transports.

Au cours de la discussion, la République démocratique du Congo a mis en exergue son potentiel en énergies renouvelables aux niveaux local et national, et a identifié le besoin d'apprendre des autres, notamment des experts kenyans en énergie géothermale. À la clôture de la table ronde, le modérateur Lopes a souligné, entre autres, le besoin de détermination politique, de projets rentables, de renforcement des capacités, de planification et d'une meilleure connectivité.

PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE:

Le panel des partenaires sur la promotion de l'investissement dans les infrastructures d'énergie renouvelable a été modérée par Lopes, qui a signalé un déplacement de curseur vers le développement des infrastructures.

Daniel Schroth, Banque africaine de développement (BAD), a évoqué le rôle de la BAD dans le déblocage de ressources publiques dans la région pour attirer des investissements, et a cité à ce titre quelques exemples: l'atténuation des risques à travers des garanties partielles anti-risque; le soutien à la préparation de projets pour augmenter le nombre de projets rentables pouvant être financés par des instruments comme le Fonds de financement d'infrastructures Africa50; et l'offre de services de conseil visant à bâtir et à renforcer la crédibilité des prestataires de services publics.

Wang Zhongying, du Centre national des énergies renouvelables, Chine, a souligné l'importance d'avoir des infrastructures d'énergie renouvelable saines, y compris les infrastructures de transmission utilisées pour diverses sources d'énergies renouvelables; et de satisfaire la demande locale en énergie tout en générant des bénéfices pour la croissance économique locale.

Jesca Eriyo, Secrétaire générale adjointe de la Communauté d'Afrique orientale, a mis en exergue: la planification d'un centre régional des énergies renouvelables; l'établissement d'associations au sein du secteur privé en vue de développer des modèles pour le rachat d'énergie; et l'harmonisation des politiques pour des mécanismes de mise en œuvre clairs. Attirant l'attention sur les défis existants, elle a appelé les ministres à prendre la question au sérieux et à signer de toute urgence le communiqué pour soutenir la mise en œuvre du Corridor africain d'énergies propres.

Ingolf Dietrich, du Ministère fédéral de la coopération et du développement économique de l'Allemagne, a souligné l'importance, entre autres: d'une bonne gouvernance sectorielle; de cibles nationales claires; et de cadres législatifs appropriés.

Il a décrit quelques exemples de bonnes pratiques, notamment le « Get FiT Programme Uganda », qui prévoit d'accorder des primes aux promoteurs pour rendre les projets d'énergies renouvelables plus attractifs et plus rentables, ainsi que le Fonds d'atténuation du risque dans l'industrie géothermale qui applique le cofinancement dans la réduction des risques financiers élevés associés à l'énergie géothermale.

L'Ambassadeur Giorgio Starace, Italie, a signalé l'initiative Italie-Afrique visant à promouvoir le développement environnemental, économique et social. Il a souligné l'intention d'organiser un atelier en coopération avec l'IRENA, l'Agence internationale de l'énergie et des pays d'Afrique, pour aborder des questions telles que la diversification des sources d'énergie, l'efficacité énergétique et le développement des réseaux électriques.

Mosad El Missiry, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), a souligné l'importance des organisations régionales qui sont aptes à promouvoir des solutions régionales. Il a mis en exergue le besoin d'envisager des synergies avec les programmes existants, tels le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique et le programme du NEPAD sur les énergies renouvelables pour l'Afrique.

Thani Al Zayoudi, EAU, a identifié le manque de promotion des projets, y compris à l'intention des institutions internationales, comme un véritable problème en Afrique. Il a suggéré que l'IRENA joue un rôle d'entremise pour les projets d'énergies renouvelables africains, et a estimé qu'une approche de forum annuel pourrait être utile.

Rémy Lauranson, France, a exprimé un fort soutien au Corridor africain d'énergies propres en tant qu'initiative régionale essentielle ayant le potentiel de tirer profit des économies d'échelle.

Le Directeur général de l'IRENA Amin a mis en avant la jeunesse africaine comme une « formidable opportunité » et la croissance économique actuelle comme une possibilité de faire les choses autrement, en soulignant l'importance de la croissance et de l'intégration au niveau régional.

COMMUNIQUÉ DE L'IRENA SUR LE CORRIDOR AFRICAIN D'ÉNERGIES PROPRES:

Dans la soirée de vendredi, les ministres ont examiné l'approbation du Communiqué de l'IRENA sur le Corridor africain d'énergies propres. Le Directeur général de l'IRENA Amin a expliqué que ce Communiqué avait déjà fait l'objet de plusieurs rondes de discussions. Les nouvelles discussions ont porté, entre autres, sur la façon dont l'IRENA pourrait apporter plus de soutien au développement des énergies renouvelables en Afrique, notamment à travers des partenariats avec les institutions pertinentes, comme l'UNECA.

Les participants ont décidé de soutenir le Communiqué pris par l'Assemblée de l'IRENA. Le modérateur Lopes a applaudi le soutien au Communiqué, en estimant que ceci donnera de la visibilité à l'agenda des énergies renouvelables en Afrique. Le Directeur général Amin a remercié les ministres et délégués de leur engagement en faveur des énergies renouvelables et a clos la réunion.

Document final: Le communiqué appelle la Commission de l'Union africaine, le marché commun d'Afrique australe et orientale, la Communauté d'Afrique orientale, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe, et le NEPAD,

ainsi que la Commission africaine pour l'énergie, le Groupe énergétique d'Afrique orientale et son Comité directeur indépendant, le Groupe énergétique d'Afrique australe, et l'Association régionale des régulateurs de l'énergie électrique d'Afrique australe, avec le soutien de l'UNECA, de la BAD et d'autres institutions financières multilatérales, à coopérer avec l'IRENA pour amener le Corridor africain d'énergies propres à maturité, en s'engageant à:

- cartographier et évaluer les ressources à travers des partenariats avec des institutions expertes, l'IRENA se chargeant d'élargir l'Atlas mondial des énergies renouvelables;
- planifier au niveau des pays et régions la promotion et le renforcement d'une planification intégrée des ressources pour optimiser les investissements dans des infrastructures de génération et d'acheminement de l'énergie, l'IRENA soutenant l'inclusion des énergies renouvelables dans les programmes nationaux et régionaux par la fourniture d'informations et de données ciblées, notamment sur la diminution des coûts de la technologie des énergies renouvelables;
- concevoir des cadres propices aux investissements, pour encourager les structures de financements innovants à débloquer des ressources en provenance des gouvernements et des donateurs, l'IRENA fournissant un soutien à l'élaboration de politiques gouvernementales favorables aux investissements dans les énergies renouvelables et au développement de propositions de projets rentables à travers le Navigateur de projets;
- renforcer les capacités pour planifier, construire et faire fonctionner des systèmes d'énergie comprenant une plus grande part de génération renouvelable, l'IRENA facilitant le partage des meilleures pratiques et des enseignements tirés; et
- sensibiliser le public et accroître l'information disponible concernant le Corridor africain d'énergies propres, aux niveaux mondial, régional et national.

ASSEMBLÉE DE L'IRENA

La quatrième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est ouverte samedi matin 18 janvier. Le Vice-Président de la troisième session de l'Assemblée Dato' Seri DiRaja Mahdzir Khalid, Ministre adjoint à l'énergie, aux technologies vertes et à l'eau, Malaisie, a salué les participants en soulignant le besoin d'aborder les énergies renouvelables dans le cadre d'une agence intergouvernementale, et en confirmant l'engagement de la Malaisie envers l'IRENA.

Le Sultan Ahmed Al Jaber, Ministre d'État des EAU, a mis en exergue l'engagement envers l'IRENA et annoncé une contribution de 41 millions de dollars US au Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, destinée à soutenir des projets d'énergies renouvelables dans les pays en développement.

ORGANISATION DES TRAVAUX: Élection du bureau: L'Assemblée a confirmé le bureau désigné lors de la réunion précédente. Pedro Joaquín Coldwell (Mexique) a été élu Président de la quatrième session, et Tariq Ibrahim (Maldives), Hans Brattskar (Norvège), Dikobe Benedict Martins (Afrique du Sud) et Walter Steinmann (Suisse) Vice-Présidents. L'Assemblée a élu Tabitha Boutros (Soudan) comme Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour: L'Assemblée a adopté l'ordre du jour (A/4/L.1) avec des amendements concernant l'ordre dans lequel seront abordés les divers points de l'ordre du jour,

et avec l'ajout de points supplémentaires sur: une cérémonie de signature de l'Atlas mondial des énergies renouvelables; le partage des principales conclusions du rapport de l'IRENA sur l'emploi et les énergies renouvelables; et l'examen d'un rapport sur l'initiative de Corridor africain d'énergies propres.

Comité des accréditations: L'Assemblée a nommé les neuf membres suivants aux Comités des accréditations: Afrique du Sud, Allemagne, Djibouti, Mozambique, Nicaragua, République dominicaine, Singapour, Sri Lanka et Suisse.

Participation des observateurs: L'Assemblée a décidé d'accorder le statut d'observateur aux demandeurs inscrits (A/4/L.4).

Compte-rendu de la troisième session de l'Assemblée: L'Assemblée a adopté le projet de compte-rendu de la troisième session de l'Assemblée (A/3/SR/L.1).

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DU BUDGET: Le Directeur général de l'IRENA Amin a présenté le rapport sur la mise en œuvre du programme de travail et du budget pour 2013 (A/4/2), en soulignant l'augmentation à 167 membres comme un signe du rôle croissant des énergies renouvelables dans un futur durable. Citant Nelson Mandela, il a évoqué les ambitieuses réussites de 2013, en disant que « ça semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait ». Le Directeur général Amin a souligné les activités aux niveaux national, régional et mondial pour soutenir l'avancement de politiques, la recherche-développement, l'analyse et le déploiement des énergies renouvelables, qui contribuent aux progrès accomplis pour atteindre les objectifs de SEE4ALL.

Plusieurs membres ont félicité l'IRENA pour ses travaux et pour les progrès accomplis, en soulignant le rôle central de l'Agence dans la promotion des énergies renouvelables. Plusieurs ont également remercié les EAU pour leur soutien à l'Agence.

La Chine a encouragé l'examen du libre commerce des technologies et des produits d'énergie renouvelable, la promotion des technologies les plus avancées au niveau mondial; et la diffusion plus poussée des connaissances pour sensibiliser le public. La Norvège a appelé à la suppression des subventions aux énergies fossiles et a souligné l'importance de promouvoir les droits des femmes et l'égalité de genre. Le délégué a annoncé une contribution volontaire de 2 millions de dollars US à l'IRENA. La Belgique a salué l'IRENA en tant que « principale source d'information sur les énergies renouvelables et voix mondiale guidant le débat politique » et a promis 750 000 euros en 2014.

Les Maldives ont abordé les défis et programmes nationaux pour convertir les systèmes électriques aux énergies renouvelables, en reconnaissant le leadership de l'IRENA pour fixer des priorités claires pour l'avenir. L'Inde a salué les travaux de l'IRENA, en mettant à disposition les institutions techniques de son pays pour soutenir l'ambitieux programme de travail, et en acceptant l'offre de devenir Vice-Présidente du Conseil de l'IRENA en 2014.

L'Égypte a mis en avant sa nouvelle constitution, qui soutient un engagement continu pour atteindre l'objectif d'accroître de 20% l'utilisation d'énergies renouvelables d'ici 2030.

L'Allemagne a signalé le fort soutien de son nouveau gouvernement aux énergies renouvelables. Le délégué s'est dit satisfait du fait que l'IRENA ait « grandi » et commencé à obtenir des résultats, en soulignant le besoin pour l'IRENA d'être une agence de mise en œuvre qui génère des changements sur le

terrain. Il a mis en exergue la deuxième réunion de haut niveau dans le cadre du Partenariat UE-Afrique pour l'énergie, qui se déroulera en Éthiopie au mois de février.

La Nouvelle-Zélande a souligné l'importance de prendre en compte la région Pacifique et a annoncé une contribution de 500 000 NZ\$ pour soutenir les initiatives concernant les énergies renouvelables dans le Pacifique. La Turquie a expliqué que les énergies renouvelables représentent 50% du total des investissements du pays dans le secteur de l'énergie en 2013 et a souligné l'importance des incitations, des nouvelles technologies et de réduire les coûts de l'investissement et du fonctionnement des énergies renouvelables.

Signalant que le paquet de l'UE sur le climat et l'énergie pour 2030 sera achevé d'ici quelques mois, le Portugal a appelé l'UE à adopter: un objectif de réduction des émissions de 40%; un objectif d'énergies renouvelables de 40%; et un objectif contraignant pour 30% d'efficacité énergétique d'ici 2030. Soulignant l'importance de la capacité d'acheminement, le délégué a également appelé à fixer à 25% l'objectif de capacité d'interconnexion des États membres de l'UE.

Le délégué du Japon a mis en avant les contributions financières et en termes de partage des connaissances faites par son pays à l'IRENA, ainsi que l'assistance prêtée pour le développement de ses ressources humaines. Il a annoncé que le Japon briguera la présidence de la cinquième session de l'Assemblée de l'IRENA en 2015. La France a affirmé son intention de maintenir d'étroites relations avec l'IRENA, et a mis en exergue la récente lettre adressée à l'IRENA par le Premier Ministre français signifiant l'intention d'y avoir une représentation permanente.

L'Australie a souligné son soutien aux activités de l'IRENA, notamment dans la région Asie-Pacifique, et a salué les réussites telles que l'Atlas mondial de l'énergie, le Réseau mondial des îlots d'énergies renouvelables et les études de chiffrage. Vanuatu a énuméré des priorités, parmi lesquelles: l'élargissement d'échelle dans l'investissement; les stocks régionaux de données; la prise en compte des régions désavantagées; et l'augmentation du financement. Soulignant le besoin de résultats concrets, la République de Corée a appelé à identifier les priorités et les projets pratiques de l'IRENA.

L'Iran a exprimé l'espoir que les plans et programmes d'expertise de l'IRENA puissent être traduits dans la pratique. Le délégué a annoncé la disposition de son pays à la collaboration et a évoqué le provisionnement d'un accès durable aux énergies renouvelables pour les régions les plus éloignées du pays dans le but d'améliorer les conditions de vie. La Malaisie a identifié le besoin de soutenir l'IRENA dans la région d'Asie orientale, en soulignant la conversion à l'énergie issue de la biomasse et océano-thermale. Singapour a déploré son accès limité aux sources d'énergies renouvelables tout en soulignant plusieurs initiatives nationales, notamment sur la viabilité de systèmes solaires dans les peuplades tropicales et urbaines, et sur l'énergie marémotrice.

Le délégué des Seychelles a félicité l'IRENA pour son soutien aux petits États insulaires en développement et a décrit les progrès accomplis dans le pays, notamment concernant la commande en 2013 d'un premier parc éolien et les nouvelles mesures prises pour promouvoir l'énergie photovoltaïque. Maurice a énuméré cinq domaines prioritaires (l'accent sur l'énergie, l'économie, l'éducation, l'environnement et l'équité), en soulignant que le pays vise à atteindre l'objectif de 35%

d'énergies renouvelables d'ici 2025 et amélioration de 10% de l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics et non résidentiels, ainsi qu'une amélioration de l'emploi dans le secteur des énergies renouvelables.

La Colombie a identifié le développement énergétique comme un principe constitutionnel reposant sur trois piliers: l'efficacité énergétique, la fiabilité et la durabilité. Le Pérou a mis en exergue les conclusions de l'Évaluation de l'état de préparation aux énergies renouvelables (RRA) du pays, qui seront présentées dimanche, et a avancé l'équité et la durabilité comme principes clés du développement énergétique national.

Le Soudan a salué le Corridor africain d'énergies propres comme une excellente initiative qui permettra de promouvoir, entre autres, la paix, la stabilité, le renforcement des capacités, l'autonomisation des femmes, la réduction de la pauvreté et l'accès à l'énergie. L'Éthiopie a souligné son considérable potentiel en matière d'énergies renouvelables, qu'elles soient hydroélectrique, géothermale, solaire, éolienne ou issue de la biomasse, en exprimant son engagement à poursuivre la révolution des énergies renouvelables avec l'IRENA.

L'Italie a estimé qu'une approche fondée sur le marché serait la plus appropriée pour les énergies renouvelables dans les contextes nationaux où l'accès universel à l'énergie est déjà atteint. La Grèce a exprimé son soutien à l'Atlas mondial des énergies renouvelables en tant que repère majeur de l'IRENA et a évoqué sa législation visant à atteindre les objectifs de l'UE pour 2020 sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Reconnaisant les actuelles mesures d'austérité économique, l'Espagne a confirmé son soutien à l'IRENA et a souligné le rôle des entreprises espagnoles travaillant dans le secteur des énergies renouvelables. Chypre a souligné ses récentes réussites avec une croissance des énergies renouvelables d'un niveau presque nul à 10% pendant la période 2008-2013.

Le Bangladesh a partagé des exemples de l'engagement national pour relever les défis et promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique visant à fournir de l'électricité à tous ses citoyens d'ici 2021. L'Ouganda a décrit son objectif national d'augmenter la production d'énergies renouvelables à travers des politiques, une réforme du secteur énergétique, des réseaux réorganisés, l'électrification rurale et des programmes d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en zones rurales, en appelant les investisseurs à soutenir le développement du secteur énergétique ougandais.

Notant que l'IRENA est devenue une organisation mature dans un court laps de temps, l'Uruguay a évoqué ses politiques domestiques visant à atteindre l'objectif de 95% d'énergie produite à partir de ressources renouvelables non traditionnelles d'ici 2026, et a exprimé un intérêt à partager ses expériences avec d'autres.

L'Assemblée a décidé d'adopter le compte-rendu du Directeur général (A/4/2).

INITIATIVE ATLAS MONDIAL DES ÉNERGIES RENEUVELABLES: Samedi après-midi, une cérémonie de signature a eu lieu pour les 23 nouveaux membres qui rejoignent l'initiative Atlas mondial des énergies renouvelables. Le Secrétariat a souligné que l'Atlas est un instrument de coopération internationale à la disposition de tous et le plus grand nodule d'information sur des cartes d'énergies renouvelables.

La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a souligné que, les énergies renouvelables devenant des technologies de plus en plus choisies par les pays en développement, l'Atlas mondial offre un accès clé à des ensembles de données nécessaires aux gouvernements et aux promoteurs de projets dans leur prise de décisions, et a noté à ce sujet des retours positifs en provenance d'Afrique de l'Ouest.

REPENSER L'ÉNERGIE – LA PUBLICATION ANNUELLE DE L'IRENA: Le Directeur général Amin a présenté la publication annuelle de l'IRENA *Repenser l'énergie*. Il a souligné le besoin pour l'IRENA d'être une voix d'autorité en faveur des énergies renouvelables sur la scène internationale, fondée sur des connaissances et des données non biaisées. Il a indiqué qu'une publication annuelle est un moyen de parvenir à cet objectif et a rappelé que la troisième session de l'Assemblée a décidé de créer cette publication.

Le Directeur général Amin a signalé que la forme et le contenu du rapport ont été clarifiés et qu'il sera publié en avril 2014. Concernant les messages clés, il a expliqué que la part d'énergies renouvelables peut doubler et passer des niveaux actuels à 36% d'ici 2030, en soulignant que la transformation est possible et que les énergies renouvelables peuvent se développer plus vite qu'auparavant. Il a énuméré les étapes en vue de la finalisation du rapport.

Pour le prochain rapport annuel, le Japon a proposé d'envisager le traitement de régions spécifiques, telle la région asiatique.

L'Assemblée a pris note de la présentation.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL: Le Président du Conseil de l'IRENA Karsten Sach (Allemagne) a rapporté les travaux du Conseil depuis la troisième session de l'Assemblée. Il a souligné les principaux éléments du rapport, y compris les discussions portant sur le nouveau programme de travail biennal pour la période 2014-2015. Il a rapporté les discussions informelles portant sur la façon de dépasser les contraintes financières qui pèsent sur certains pays et d'encourager davantage de contributions volontaires de la part des membres. Il a également annoncé que, du fait de nouvelles dispositions gouvernementales, ni lui, ni le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire, ne seront désormais responsables des questions relatives à l'IRENA. Le Directeur général Amin a remercié Sach pour son important soutien personnel à l'IRENA et à sa mise en place.

L'Assemblée a pris note du Rapport du Président du Conseil.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2014-2015: Le Directeur général Amin a présenté le programme de travail et le budget proposés pour la période 2014-2015 (A/4/3; A/4/DC/L.1/Rev.1). Il a souligné que le soutien des membres est nécessaire à la mise en œuvre d'un programme de travail efficace, précis et effectif en termes de résultats. Il a expliqué que le nouveau programme de travail se centre sur les mesures de chiffrage, sur de nouveaux modèles d'affaires, sur la capacité institutionnelle, ainsi que sur la communication et la promotion. Il a mis en exergue: l'Atlas mondial des énergies renouvelables; le REmap 2030 –la feuille de route mondiale de l'IRENA d'ici 2030; la publication annuelle *Repenser l'énergie*; et l'intention de travailler conjointement avec l'ADFD.

Le Mexique a proposé d'accueillir la prochaine conférence internationale sur l'énergie hors réseau qui se tiendra en 2016, en soulignant le besoin d'acheminer l'énergie et l'électricité jusqu'aux zones les plus éloignées. Le Japon a promis un soutien à l'IRENA en termes de coopération technique, de collecte de données, et de développement des ressources humaines, à travers une contribution financière de 820 000 USD en 2014. Tout en exprimant son soutien au programme de travail et au budget de l'IRENA, la République de Corée a proposé d'inclure un suivi pour assurer la transparence.

La Grèce a signalé le Partenariat mondial sur les bioénergies, en soulignant le rôle de l'IRENA dans l'harmonisation des biocarburants. Les EAU ont suggéré de conduire une étude sur les pays du CCG (Conseil de coopération du Golfe) au vu de leur potentiel élevé vis-à-vis des énergies renouvelables.

La Turquie a rappelé aux délégués la concurrence qu'oppose l'industrie des énergies fossiles aux énergies renouvelables. L'Équateur a souligné la nécessité de renforcer les capacités. L'Iran a annoncé des préparatifs pour accueillir la 6^e Exposition internationale du renouvelable, portant sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, qui se tiendra du 26 février au 1^{er} mars 2015 à Téhéran, ainsi que la 10^e Conférence internationale sur l'énergie, qui aura lieu en août 2014 également à Téhéran.

L'Argentine a demandé qu'à l'avenir les organes qui coopèrent avec l'IRENA en Amérique Latine soient invités, et a mis en doute le fait que l'IRENA doive aborder la question de l'harmonisation. La France a exprimé sa préférence pour des actions prioritaires à l'avenir, telles que: se centrer sur les pays en développement les plus vulnérables; la formation et le partage des bonnes pratiques; et renforcer l'image de l'IRENA en tant qu'institution crédible.

L'Uruguay a mis en garde contre la dispersion des aspirations, qui pourrait diluer les réussites de l'IRENA. Le délégué a appelé au renforcement des capacités et à l'examen par le Conseil des moyens pour augmenter le budget. La Malaisie a appelé à un accent plus prononcé sur les régions asiatiques et sur la biomasse, ainsi qu'à une révision constante des programmes dans le but d'améliorer les livrables, en citant le Centre pour l'éducation et la formation sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CETREE) comme un modèle potentiel.

En remerciant les délégués pour leurs apports positifs et leur soutien, le Directeur général Amin s'est dit intéressé à explorer plus avant ces idées, et a invité les membres à continuer de fournir des orientations.

L'Assemblée a approuvé le programme de travail et le budget proposés pour la période 2014-2015.

Résultat final: La décision sur le programme de travail et le budget pour 2014-2015 (A/4/DC/L.1/Rev.1) comprend:

- une dotation du budget principal de 40 millions USD pour couvrir les activités principales et les coûts administratifs tout au long de la période biennale;
 - des contributions volontaires issues de l'accord de mise en œuvre des propositions instauré par les EAU, à hauteur de 14,8 millions USD, pour toute la période biennale;
 - des contributions volontaires de l'Allemagne pour le Centre d'innovation et de technologie de l'IRENA sis à Bonn, à hauteur de 9,2 millions USD pour toute la période biennale.
- Par ailleurs, la décision:

- invite les membres, les signataires, les États en phase d'accession et les autres membres potentiels à fournir des contributions volontaires supplémentaires;
- prie le Directeur général d'établir des accords de coopération avec des initiatives et des entités bilatérales, multilatérales et internationales, pour mettre conjointement en oeuvre les éléments du programme de travail;
- prie le Directeur général de travailler avec le Conseil pour chercher des options de financement innovantes et de rapporter les progrès accomplis en ce sens à la cinquième session d'Assemblée; et
- autorise le Directeur général à faire des transferts entre les sous-programmes de dotations dans la limite de 15% du montant approprié ou du sous-programme en question.

L'Assemblée a également adopté le programme de travail et le budget proposés pour la période 2014-2015, le rapport du Directeur général (A/4/3), et un document de 81 pages préparé suite à la Décision de l'Assemblée A/3/DC/12. Le rapport énumère, entre autres, les objectifs de l'IRENA suivants:

- intégrer des options et stratégies d'énergies renouvelables dans les programmes énergétiques;
- rendre les connaissances relatives aux énergies renouvelables accessibles à tous;
- améliorer les cadres politiques et favoriser des conditions de marché pour le déploiement accéléré des énergies renouvelables;
- contribuer à la durabilité des conditions de vie à travers l'accès aux énergies renouvelables;
- transformer les systèmes d'énergie enclavés à travers les énergies renouvelables; et
- renforcer la coopération régionale sur le déploiement accru des énergies renouvelables pour faire face à la demande croissante en énergie.

Le rapport identifie six axes thématiques:

- la planification de la transition énergétique mondiale;
- le portail d'accès aux connaissances sur les énergies renouvelables;
- favoriser l'investissement et la croissance;
- l'accès aux énergies renouvelables pour des moyens de subsistance durables;
- îles: des phares pour le déploiement des énergies renouvelables; et
- le programme d'action régional.

REMAP 2030 – FEUILLE DE ROUTE MONDIALE DE

L'IRENA D'ICI 2030: Le Secrétariat a présenté le rapport « REmap 2030 – Feuille de route mondiale de l'IRENA d'ici 2030 », qui examine: des marches à suivre pour doubler la part mondiale des énergies renouvelables d'ici 2030; des options technologiques; et des opportunités de coopération internationales. Il a identifié une part de 18% en 2013 et l'a fixée comme point de départ, en indiquant que la marche habituelle des affaires conduirait à une part de 21% en 2030. Il a expliqué que des efforts supplémentaires conduiront à la cible de 30%, tout en signalant que l'accès à l'énergie et l'efficacité énergétique atteindront une part de 34-35%. Le Secrétariat a estimé qu'il est possible de dépasser ces cibles, mais que cela demanderait des « mesures plus extrêmes », à savoir des percées technologiques majeures et un abandon anticipé de certaines capacités génératives existantes.

Le Secrétariat a souligné que la transition vers les énergies renouvelables est moins coûteuse que la poursuite sur le chemin des énergies non renouvelables. Il a souligné d'autres avantages, y compris: atteindre l'objectif climatique de 2°C; créer 3,5 millions de nouveaux emplois; et produire d'autres avantages socio-économiques, tels qu'un équilibre commercial amélioré et de meilleurs profits d'activité économique. Le Secrétariat a souligné les synergies entre les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

La Chine a salué le rapport, en estimant qu'il aide les décideurs politiques et offre un soutien aux stratégies et à la planification gouvernementales. Les États-Unis ont salué les nouvelles perspectives ouvertes par cet exercice. Tonga a attiré l'attention sur les difficultés de mise en oeuvre, en soulignant l'important d'avoir « beaucoup de volonté politique ». La République de Corée a exprimé l'espoir que plus de pays rejoindront l'initiative. Le Japon a annoncé son intention de verser une contribution volontaire pour l'énergie issue de la biomasse, sous réserve de son approbation par le pouvoir législatif. L'Inde a évoqué le besoin de comprendre la méthodologie employée dans l'étude, et de valider les conclusions du rapport pour ce qui concerne l'Inde. Tout en notant l'engagement et le soutien de son pays à un accès pour tous à l'énergie, ainsi qu'à l'augmentation de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, le délégué de l'Inde a souligné que des délais et des cibles ne sont pas forcément souhaitables. La France a souligné qu'il est important de diffuser le message positif du rapport, à savoir que doubler la part des énergies renouvelables est possible.

L'Assemblée a pris note de la présentation et de la discussion.

RAPPORT SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EMPLOI: Le Secrétariat a présenté le nouveau rapport « Énergies renouvelables et emploi ». La représentante a noté qu'en 2012, environ 5,7 millions de personnes étaient employées dans le secteur des énergies renouvelables dans le monde, et a parlé des estimations selon lesquelles, d'ici 2030, le secteur pourrait compter 9,5 millions d'emplois. Elle a expliqué que ce chiffre pourrait atteindre les 16,7 millions si la part des énergies renouvelables est effectivement doublée d'ici 2030.

Le Secrétariat a souligné les recommandations clés, dont le besoin: de concevoir un composé politique sur mesure; de programmes d'éducation et de formation; de politiques dédiées pour aborder le défi multidimensionnel de l'accès à l'énergie; d'opportunités pour l'emploi des femmes; et de données et informations fiables permettant l'élaboration de politiques et la maximisation des avantages socio-économiques.

La Chine a proposé que le rapport soit mis à jour régulièrement et que les futurs rapports intègrent des études comparatives sur la façon dont la croissance de l'emploi dans le secteur des énergies renouvelables affecte l'emploi dans les industries énergétiques traditionnelles. L'Allemagne a salué le rapport en tant qu'« étude la plus complète » à ce jour, et estimant qu'il contient des informations importantes. L'Allemagne a également reconnu le besoin d'étudier les lacunes en termes de compétence, et de soutenir la coopération internationale et le dialogue. La Grèce a reconnu que le rapport est un bon outil pour aider les décideurs politiques à comprendre les tenants et les aboutissants de l'énergie renouvelable.

L'Assemblée a pris note de la présentation et de la discussion.

ASPECTS INSTITUTIONNELS: Rapport du Comité des accréditations: L'Assemblée a pris note du rapport du Comité des accréditations (A/4/5).

Règlement financier et procédures financières de l'IRENA: L'Assemblée a approuvé le projet de règlement financier (A/4/L.7), pris note du projet de procédures financières (A/4/L.8), et adopté un projet de décision sur le règlement financier (A/4/DC/L.2).

Document final: La décision A/4/DC/L.2 approuve le projet de règlement financier de l'IRENA inclus dans le document A/4/L.7. Ce règlement régit l'administration financière de l'IRENA, y compris les définitions des termes statut, Agence, Assemblée, Conseil, Secrétariat, Membre, dotations, budget, contributions, paiement *ex gratia*, règlement financier, engagement, programmes, investissements à court terme, engagement ouvert et Fonds de roulement. Il comprend également des règles concernant: les exercices financiers et budgétaires; les dotations; les contributions; les contributions évaluées et les modalités de paiement; les contributions volontaires; la détention des fonds; les achats; le contrôle interne; la supervision interne; les états financiers et les comptes; et les dispositions générales.

États financiers audités pour 2012 et avancement de la mise en œuvre des observations et recommandations des auditeurs: Le Secrétariat a rapporté son application de plusieurs observations et recommandations faites par les auditeurs sur les états financiers audités pour 2012. Les États-Unis ont exprimé leur gratitude face à ce rapport.

L'Assemblée a pris note des états financiers audités pour 2012, avec les rapports correspondants des auditeurs externes (A/4/6) et le rapport du Directeur général sur l'avancement de la mise en œuvre des observations et recommandations des auditeurs (A/4/9).

Rapport du responsable éthique: Le Secrétariat a présenté le rapport du responsable éthique sur la mise en œuvre de la politique sur l'éthique et les conflits d'intérêts (A/4/10), en signalant une demande de conseil au cours de l'exercice et le caractère satisfaisant des services procurés en conséquence. La représentante a rapporté des formations sur l'éthique conduites à Abu Dhabi entre le 13 et le 16 mai 2013. L'Assemblée a pris note du rapport.

Sélection et nomination du Directeur général de l'IRENA: Dans la soirée de dimanche, le Président du Conseil Sach a présenté une proposition pour un possible amendement aux procédures de sélection et de nomination du Directeur général (A/4/L.11/Rev.1). En signalant que ceci concerne les aspects procéduraux de la nomination du Directeur général par intérim, il a proposé deux options: émettre une annonce de poste vacant à laquelle les candidats intéressés pourraient répondre; ou, dans le cas où l'Assemblée est satisfaite du titulaire en place et que celui-ci décide d'être candidat à sa propre succession, il ou elle adresserait une lettre aux membres sur laquelle les membres pourraient exprimer leurs positions. En soulignant que la dernière option pourrait économiser du temps et des ressources tout en assurant la transparence de la procédure, Sach a mis en exergue que le mandat ne serait ainsi renouvelé que si les membres de l'IRENA sont satisfaits du leadership de la personne en titre.

La France et d'autres membres ont exprimé des inquiétudes concernant le processus de négociation, se disant préoccupés du fait que les consultations nécessaires n'ont pas été conduites à temps et soulignant que les procédures pour nommer et désigner le prochain Directeur général sont des éléments essentiels de la structure organisationnelle de l'IRENA.

De nombreux membres ont souligné que la question est d'ordre procédural et non liée aux opinions des membres concernant l'actuel Directeur général. Le Soudan, la Turquie et d'autres se sont dit satisfaits du leadership du Directeur général Amin, notant ses « amples réussites » sur une courte période de temps.

Suivant des consultations informelles, le Président du Conseil Sach a rapporté une formulation de compromis, prévoyant entre autres que le Conseil sera alerté au moins trois mois à l'avance de la volonté ou non du titulaire d'être candidat à sa propre succession, et que cette information sera transmise à tous les membres de l'IRENA.

Le Président du Conseil Sach a souligné qu'il y avait deux opinions divergentes et que les pays tenants de l'autre opinion ont demandé que leurs points de vue soient consignés dans le compte-rendu de la réunion. Il a félicité les membres, et la France en particulier, pour leur esprit de compromis. La France s'est abstenue lors de la décision finale et a demandé que ceci soit consigné dans le compte-rendu de la réunion.

L'Assemblée a adopté le projet de décision (A/4/DC/L.3/Rev.1), tel qu'amendé oralement.

L'Argentine a proposé et lu une résolution félicitant Karsten Sach pour son important travail au sein de l'IRENA.

Document final: La décision (A/4/DC/L.3/Rev.1) adopte le document portant sur la sélection et la nomination du Directeur général de l'IRENA (A/4/L.11/Rev.1) comme addenda au Règlement intérieur de l'Assemblée et du Conseil (A/3/6).

Le document sur la sélection et la nomination du Directeur général prévoit:

- les exigences statutaires et les principes généraux
- les rôles et responsabilités respectives de l'Assemblée et du Conseil dans le processus de sélection;
- la procédure de nomination; et
- les principes directeurs de la qualification des candidats.

Concernant la procédure de nomination, le document prévoit que le Président de l'Assemblée doit notifier aux membres lorsque le mandat de quatre ans du Directeur général approche de son terme.

Le document décrit les fonctions du Comité de sélection du Directeur général, y compris: la préparation d'une annonce de poste vacant; l'examen des candidatures; et l'interview des candidats sélectionnés. Au moment de présélectionner les candidats, l'équilibre de la représentation géographique et l'équité de genre doivent être pris en compte, tout en observant le critère du mérite comme principe général. Au maximum cinq candidats présélectionnés doivent être ensuite invités à faire une présentation devant le Conseil.

Le document prévoit également que si le Directeur général en titre décide d'être candidat à sa propre succession pour un mandat supplémentaire, il ou elle devra adresser au Président du Conseil, « au moins trois mois avant la réunion du Conseil suivant la session de l'Assemblée », une lettre exprimant son intention

d'être ou « de ne pas être » candidat à sa propre succession. Le Directeur général en titre devra faire une présentation lors d'une réunion du Conseil, ouverte à tous les membres de l'IRENA, et le Conseil pourra ensuite recommander le titulaire à sa propre succession ou lancer une nouvelle procédure de nomination.

ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES: Dans la matinée de dimanche, Le Directeur général adjoint de l'IRENA Frank Wouters a présenté un aperçu des Évaluations de l'état de préparation aux énergies renouvelables (RRA) conduites dans 20 pays, en rapportant que les RRA ont été dument achevées dans 14 pays.

Le Secrétariat a fait la démonstration de la façon dont les RRA permettent à l'IRENA de renforcer les liens au niveau des pays. La représentante a évoqué les travaux à venir sur des initiatives régionales et mondiales, en partageant à ce sujet des messages vidéo provenant du terrain, comme autant de preuves des progrès accomplis.

Les membres ont partagé leurs expériences concernant le processus de RRA. La Mauritanie a noté le soutien au développement de meilleures capacités de production, des infrastructures de réseau et la part croissante des énergies renouvelables dans l'ensemble énergétique. La Mongolie a décrit les progrès accomplis, notamment: l'amélioration de l'utilisation des ressources; le développement de politiques et la participation des parties prenantes; la promotion des sources d'énergies renouvelables pour l'exportation; et l'identification du potentiel transfrontière d'un « super-réseau » en Asie.

Le Nicaragua a rapporté la diminution de sa dépendance aux carburants fossiles et une augmentation de l'énergie de sources renouvelable facilitée par la RRA. La Gambie a rapporté des progrès dans le développement de cadres juridiques et réglementaires et d'évaluations de la viabilité commerciale pour des mini-réseaux hybrides, en appelant des investisseurs potentiels. Le Pérou a rapporté des cas où la RRA a servi de base à l'adjudication d'énergies renouvelables et donc soutenu l'augmentation de l'accès dans des zones rurales.

L'Assemblée a pris note des présentations et de la discussion.

NAVIGATEUR DE PROJETS: Le Directeur général adjoint de l'IRENA Wouters a mis en exergue le Navigateur de projets qui sera lancé pendant le premier semestre de l'année 2014. Il a expliqué que cet outil visant à améliorer la qualité des propositions de projets d'énergies renouvelables bénéficiera aux promoteurs de projets et aux institutions de financement.

Le Secrétariat a expliqué que cet outil en ligne offre des orientations pas-à-pas, en tenant compte d'options de financement variées et de la taille de projets, allant de petits projets individuels d'énergies renouvelables jusqu'à des grands projets de prestation de services. Le représentant a souligné que, si le Navigateur de projets est spécifiquement dédié aux promoteurs de projets, dont le secteur privé, les compagnies d'État et les municipalités, il aidera également les membres de l'IRENA. Il a décrit les étapes à venir pour le développement de cet outil.

Les EAU ont souligné l'importance de cet outil quant à la présentation de projets faisables avec de bonnes chances d'être financés, et a appelé à une coopération entre le Navigateur de projets et les institutions de financement. La République dominicaine a exprimé le désir de devenir un pays pilote dans la mise en œuvre du Navigateur de projets.

Le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO a mis en avant un réseau de 730 projets d'énergies renouvelables développés depuis 2011. Soulignant le fait que le processus d'évaluation demande beaucoup de temps, il a expliqué que seuls 35 projets ont été évalués. Il a confirmé que le manque d'expérience des promoteurs de projets est un problème important, en signalant que le Navigateur de projets a le potentiel pour aborder cette question, tout en soulignant qu'il est indispensable d'inclure des considérations spécifiques à chaque pays.

L'Assemblée a pris note des présentations et de la discussion.

ÉVÉNEMENT DE HAUT NIVEAU SUR LE SOUTIEN PUBLIC AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LANCEMENT DE LA COALITION POUR AGIR: Le Directeur général Amin a reconnu « le manque d'un discours convainquant » de la part du secteur des énergies renouvelables, qui requiert une voix d'autorité permettant d'en présenter les avantages actuels de façon à promouvoir les évolutions politiques et accroître le développement de projets.

Le Secrétariat a annoncé que la Coalition pour agir compte 36 signataires, en soulignant le besoin de développer un message consistant pour démystifier les énergies renouvelables et obtenir le soutien public. Il a résumé le but de la Coalition pour agir de la façon suivante: présenter les faits avec le soutien des images; adopter une approche proactive, et non réactive, dans l'envoi de messages; et s'adresser à la majorité indécise.

Greenpeace a salué l'objectif de fournir des informations non biaisées dans le monde entier concernant les énergies renouvelables, en prévoyant que la plateforme aura la capacité d'atteindre une audience diversifiée et de jouer un rôle important dans le futur débat énergétique. Vestas Wind Systems a fait entendre son soutien à la Coalition, reconnaissant qu'il est temps d'agir et de « s'assurer que les mythes ne définissent pas l'avenir ». WWF International a déclaré l'initiative comme une étape positive et inclusive pour dépasser « l'addiction aux énergies fossiles ».

Le Pérou a souligné qu'il est souhaitable d'offrir au public un accès à l'information. Le Japon, soutenant l'initiative, a posé la question du rôle des universités. Le Burkina Faso a appelé des soutiens pour aider à mobiliser les parties prenantes dans les conférences internationales afin de promouvoir les ressources en énergies renouvelables de l'Afrique. L'Argentine a évoqué l'influence positive de la Coalition pour agir dans l'assistance aux gouvernements pour la mise en œuvre de politiques favorables aux énergies renouvelables, en soutenant l'idée de travailler avec le secteur bancaire pour sortir de « l'impasse » financière. Le Yémen a affirmé son soutien aux stratégies claires et aux politiques adaptables suivant la nature et le climat de chaque région.

L'Assemblée a pris note des présentations et de la discussion.

ÉVÉNEMENT DE HAUT NIVEAU SUR LE CHIFFRAGE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LANCEMENT DE L'ALLIANCE POUR LE CHIFFRAGE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES: Le Directeur général Amin a présenté l'Alliance pour le chiffrage des énergies renouvelables de l'IRENA, une analyse des coûts et performances des technologies d'énergies renouvelables, qui cherche à contrer l'affirmation selon laquelle « les énergies renouvelables sont trop chères ».

Le Secrétariat a souligné le besoin de données actualisées pour transmettre le message d'une compétitivité croissante dans les coûts des énergies renouvelables. Il a énuméré plusieurs avantages, notamment: les énergies renouvelables sont de plus en plus compétitives au sein des réseaux; les biocarburants et l'électricité offrent des solutions de carburants plus propres pour le transport; et les coûts des énergies renouvelables sont en baisse. Affirmant que l'IRENA veut être une source de données concernant les coûts des énergies renouvelables, il a souligné que l'Alliance s'occupe de rassembler des données de façon confidentielle pour le bénéfice mutuel des membres.

L'Italie a évoqué le besoin d'exprimer le coût total réel des énergies renouvelables, y compris la valeur ajoutée en termes d'emploi, de commerce et d'impacts environnementaux et sociaux. La Banque européenne d'investissement a exprimé le désir de collaborer avec l'IRENA, notamment sur des études conjointes en vue du chiffrage des énergies renouvelables au niveau local. Faisant observer que son approvisionnement en énergie est contrôlé par des entreprises privées et que les données sur l'énergie demeurent confidentielles, la Turquie s'est demandée comment contribuer tout de même à l'Alliance.

Une cérémonie de signature pour l'Alliance pour le chiffrage des énergies renouvelables s'est déroulée avec la participation de l'Allemagne, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, de la Tanzanie, des EAU, des États-Unis, de l'Uruguay et du Zimbabwe, qui en sont les huit membres fondateurs.

FONDS DE PROJETS IRENA/ADFD: Le Directeur général Amin a présenté la note de transmission des principes généraux du Fonds de projets de l'IRENA et de l'ADFD (A/4/L.13), en soulignant l'inclusion d'un ensemble précis de procédures fondées sur les enseignements tirés.

La Présidente du Comité consultatif, Ilona Antoniszyn-Klik (Pologne), a rapporté le premier cycle de projets (A/4/12), en partageant une courte présentation vidéo. Au sujet des projets, elle a souligné la sécurité énergétique, un meilleur accès à l'énergie, et des impacts sociaux positifs. Elle a souligné que le Fonds offre un soutien à l'amélioration des conditions de vie dans des lieux qui en ont le plus besoin, et a appelé à présenter des candidatures pour le second cycle de projets.

Les Maldives ont parlé d'une proposition de projet dans le secteur de la gestion de déchets, en indiquant que celui-ci transformerait le secteur de l'énergie pour permettre l'utilisation d'énergies renouvelables, ce qui bénéficierait à un tiers de la population et aiderait à relever des défis environnementaux. Le Mali a souligné que le projet financé à travers le Fonds a apporté une stabilité accrue, de meilleures conditions de santé, et le développement de l'électrification dans les zones rurales au moyen de l'énergie solaire.

La Mauritanie a exprimé sa gratitude pour le soutien aux projets qui donneront un bon retour économique. L'Équateur a évoqué ses efforts pour modifier les patrons de consommation d'énergie, nourris par l'approbation d'un projet visant le développement de mini-générateurs d'électricité dans des zones rurales.

Le Samoa a exprimé sa gratitude pour l'approbation de projets qui vont créer des opportunités pour les communautés rurales, réduire la dépendance à l'énergie d'importation, et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les EAU ont présenté l'ADFD, évoquant l'engagement de 350 millions USD sur sept ans pour soutenir les pays partenaires dans leurs efforts pour relever les défis économiques et parvenir au développement durable, en signalant que les fonds restants du premier cycle seront reportés au second cycle.

Le Japon a instamment demandé que le second cycle de projets tienne compte de la diversité géographique et des sources d'énergie en sélectionnant des projets en Asie et concernant l'énergie géothermale. La République de Corée a partagé des activités nationales conduites sous l'impulsion du Fonds, en promettant de rester engagée en tant que membre pour un déploiement accru des énergies renouvelables.

L'Assemblée a nommé l'Argentine, les Îles Fidji, le Japon, la Pologne, la Sierra Léone, Saint Vincent et les Grenadines, et le Soudan, pour siéger au Comité consultatif pendant le second cycle de projets. Le Bénin, la France, l'Inde, la République de Corée et l'Afrique du Sud, ont été nommés suppléants.

L'Assemblée a approuvé la note de transmission des Principes généraux du Fonds de projets de l'IRENA et de l'ADFD (A/4/L.13) et adopté le projet de décision correspondant sur les principes généraux du Fonds de projets IRENA/ADFD (A/4/DC/L.4).

Document final: La décision finale (A/4/DC/L.4) approuve le projet de Principes généraux du Fonds de projets de l'IRENA et de l'ADFD et invite le Directeur général à poursuivre, au besoin, le développement du Fonds de projets de l'IRENA et de l'ADFD, en consultation avec le Comité consultatif et l'ADFD, en vue de maximiser les avantages du Fonds pour les membres de l'Agence.

La note de transmission des Principes généraux du Fonds de projets de l'IRENA et de l'ADFD (A/4/L.13) fixe les principes généraux de la mise en œuvre et du développement du Fonds, notamment: les critères d'éligibilité et de sélection; le rôle et la responsabilité des cycles de financement, ainsi que leur processus de sélection; le Comité consultatif; et le Bureau d'experts.

COMPTE-RENDU DE LA TABLE RONDE MINISTÉRIELLE: Dans la matinée de dimanche, une table ronde ministérielle a eu lieu en parallèle de l'Assemblée. La table ronde était organisée en deux parties. La première partie portait sur le thème « Énergies renouvelables – Repousser les frontières » et la deuxième sur « Les initiatives régionales pour élargir l'échelle de l'investissement dans l'énergie renouvelable ». Ces discussions ont été rapportées à l'Assemblée dimanche soir. L'Assemblée a pris note du compte-rendu oral.

Énergies renouvelables – Repousser les frontières: Le Directeur général Amin a souligné le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation pour stimuler l'expansion des énergies renouvelables tout en augmentant la compétitivité et en alimentant le dossier en défense de l'activité liée aux énergies renouvelables pour en augmenter l'utilisation. La table ronde a été modérée par Walter Steinmann, Suisse.

Exposés du panel: Maria van der Hoeven, de l'Agence internationale de l'énergie, a souligné l'importance de se centrer non seulement sur les technologies individuelles, mais également sur l'intégration des systèmes. Elle a mis en exergue des réseaux technologiques collaboratifs, comme SolarPACES.

Steve Sawyer, du Conseil mondial pour l'énergie éolienne, a souligné que l'énergie éolienne est « le moyen le moins cher d'ajouter une nouvelle capacité générative aux réseaux ». Il a lancé aux autorités gouvernementales le défi de produire des certitudes politiques et a noté que l'IRENA peut aider l'industrie en encourageant les pays à développer leurs capacités en termes de Recherche & Développement (R & D) et à adopter des approches conçues en tenant compte des caractéristiques spécifiques de chaque pays.

Christopher Somerville, de l'Université de Californie, Berkeley, a parlé des biocarburants avancés « non alimentaires », en signalant un budget d'un milliard USD provenant de sources privées et publiques. Il a déclaré que l'IRENA peut soutenir ce développement, en constituant une source fiable de conseil technique et en encourageant la stabilité politique.

Discussion ministérielle: L'Inde a identifié le besoin de capacités de stockages moins chères et à plus grande échelle, ainsi que celui de stabiliser les fluctuations actuelles du réseau. Bahreïn a évoqué l'utilisation de l'osmose inverse pour désaliniser l'eau, en se demandant comment intégrer les énergies renouvelables dans ce processus. La Colombie a souligné que la viabilité des biocarburants dépend de leur efficacité, de leur durabilité environnementale et de leur caractère socialement incluant. Le Soudan a encouragé les membres à investir plus dans la R & D, sans laisser d'utiliser les technologies existantes.

Soulignant le soutien financier de 125 millions USD en faveur de la R & D dans le secteur des énergies renouvelables, le Mexique a demandé comment renforcer l'expansion des technologies et créer les conditions nécessaires pour que le secteur privé participe au marché des énergies renouvelables. Le Nicaragua a souligné le besoin « de lobbying rigoureux et de stratégies intelligentes » pour lutter contre les intérêts enracinés et aborder les contraintes politiques qui empêchent l'intégration du réseau des énergies renouvelables.

Signalant les tarifs de rachat et les politiques d'incitation, la Chine a demandé pendant combien de temps ces approches doivent être utilisées. La Mauritanie s'est interrogée au sujet des mécanismes de l'IRENA pour partager les meilleures pratiques. Le Zimbabwe a présenté sa stratégie sur les ratios obligatoires pour les mélanges d'éthanol provenant de la canne à sucre. L'Argentine a demandé s'il existe une possibilité de synergie entre la production de papier et les biocarburants avancés.

Exposés du panel: Eicke Weber, de l'Institut Fraunhofer pour les systèmes d'énergie solaires, a présenté une étude d'intégration des réseaux fondée sur une assomption d'approvisionnement à 100% de sources d'énergie renouvelable. Tout en affirmant que ceci est possible, il a souligné le besoin de prévoir à la fois une production décentralisée des énergies renouvelables et un stockage à grande échelle.

Peter Joergensen, Energinet.dk – TSO Danemark, a noté que près de 33% de toute l'électricité consommée au Danemark est produite par des éoliennes, grâce à un système flexible de génération et au fait d'appartenir au réseau européen. Affirmant le besoin de solutions sur le long-terme, il a rappelé aux délégués que la construction de réseaux prend du temps.

Discussion ministérielle: Israël a évoqué son expérience des énergies éolienne et solaire, et a noté un engagement politique fort de la part des divers ministères vis-à-vis des énergies renouvelables. La République de Corée a mis en exergue son

plan énergétique à long terme, visant à multiplier par quatre l'approvisionnement en énergies renouvelables d'ici 2035. Le Mali a évoqué des investissements dans l'énergie solaire, tout en signalant des défis tels que l'endommagement des panneaux solaires par la poussière et les tempêtes, ainsi que les problèmes de stockage. Le délégué a signalé une nouvelle technique de nettoyage des panneaux solaires, et le travail avec des pays partenaires, comme l'Allemagne, pour apprendre à stocker les énergies renouvelables.

Les Maldives ont indiqué leur intérêt récemment éveillé par l'industrie des biocarburants à échelle commerciale. La Zambie a proposé: un centre d'excellence pour la recherche, le développement et le déploiement des énergies renouvelables; et de mettre un accent sur le renforcement des capacités dans les communautés et parmi les consommateurs. L'Uruguay a rapporté de haut niveaux de connectivité, et a demandé conseil à l'IRENA pour les futures améliorations.

La Chine a mis en avant sa politique et ses cadres juridiques en soutien aux énergies renouvelables, en exprimant sa volonté de partager ses expériences. L'Éthiopie a conseillé à l'IRENA de travailler avec les universités des différents pays pour contribuer à renforcer les capacités locales et accélérer la fabrication locale. Le Mozambique a évoqué des exercices de cartographie de ses ressources en énergies renouvelables, tout en soulignant le besoin d'activités de renforcement des capacités en Afrique. L'Italie a salué l'approche par régions de l'IRENA et a mis en exergue l'initiative Italie-Afrique pour l'établissement de partenariats sur les énergies renouvelables et la croissance verte.

Le Directeur général Amin a pris note: des évolutions dans les politiques et technologies relatives aux énergies renouvelables; d'une emphase sur le partage des connaissances et des expériences; et du rôle de l'IRENA dans la promotion et l'expansion des énergies renouvelables.

Initiatives régionales pour élargir l'échelle de l'investissement dans l'énergie renouvelable: La deuxième partie de la table ronde ministérielle a porté sur les initiatives régionales, et a été animée par Carlos Pascual, États-Unis.

Ato Alemayehou Tengu, Ministre de l'eau et de l'énergie de l'Éthiopie, a rapporté la réunion ministérielle sur le Corridor africain des énergies renouvelables. Il a mis en exergue des opportunités pour développer des sources d'énergies renouvelables en Afrique, en estimant que les défis peuvent être relevés à travers la coopération régionale et les partenariats internationaux. Il a abordé l'ensemble énergétique d'Afrique orientale et la planification des interconnexions. Il a expliqué que l'ensemble énergétique en est « au balbutiement » et que chaque pays a sa propre politique de fixations des prix de l'énergie.

Paddy Padmanathan, ACWA Power, a signalé « un discours convainquant en faveur des énergies renouvelables » dans les pays du corridor entre Moyen-Orient et Afrique du Nord, en expliquant que, pendant les heures où il fait jour, l'électricité produite à partir d'huile au prix du marché coûte entre 22 et 23 centimes par kilowatt/heure (kW/h), alors que l'énergie solaire se monte à 18,9 centimes par kW/h. Il a signalé: les interconnexions entre les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG); et le fait que l'Arabie Saoudite procède actuellement à l'interconnexion avec l'Égypte à travers le canal de Suez, et avance dans ses discussions sur la façon de relier les pays du CCG au réseau européen à travers la Turquie. Au sujet

des signaux clés en direction des investisseurs, il a mis en avant la transparence concernant les alternatives et les évaluations de prix, et critiqué les subventions et les tarifs de rachat.

Paul Oquist, Ministre secrétaire aux politiques nationales, Nicaragua, a souligné que son pays s'achemine vers une part de 90% d'énergies renouvelables d'ici 2020, ce qui permettra d'économiser 600 millions USD par an en pétrole importé. Il a souligné l'importance de l'intégration énergétique centre-américaine. Concernant les investissements, Oquist a estimé que ce sont les investisseurs, et non les gouvernements, qui doivent en assumer le risque, et a souligné l'importance d'un cadre réglementaire juridiquement contraignant.

Dirk Biermann, 50 Hertz, a rapporté une part de 25% d'énergies renouvelables en Allemagne, issue des « technologies volatiles » de l'énergie éolienne et solaire. Reconnaisant les défis, il a signalé que certaines technologies, comme les compteurs intelligents et les outils de prévision climatique, sont disponibles pour aider à les relever. Il a reconnu que les schémas de soutien des énergies renouvelables ne s'ajustent pas bien à un marché concurrentiel, en ajoutant que l'objectif doit être de les intégrer autant que possible dans le marché. Il a expliqué que l'Europe disposait déjà d'un marché de l'énergie interconnecté avant le « boom des énergies renouvelables », et a signalé l'intention actuelle d'interconnexion avec la Scandinavie.

La Belgique a mis en exergue l'initiative GRID. Saluant le Corridor africain des énergies propres, l'Iran a exprimé son intérêt pour une initiative similaire pour l'Asie centrale et occidentale à travers l'IRENA. Djibouti a exprimé le besoin d'examiner les défis tels que: la garantie de cadres institutionnels et juridiques attractifs; la stabilité des réseaux; et le stockage. La Chine a souligné l'importance d'examiner les technologies de stockage de façon à contrer la fluctuation, et a demandé plus de coopération au sein de l'IRENA.

Le Pérou a noté que, si l'intégration énergétique des sources conventionnelles n'a pas pu se faire en Amérique Latine, la question pourrait être réétudiée en ce qui concerne les énergies renouvelables. Le délégué a souligné l'importance d'une industrie des énergies renouvelables compétitive et de l'harmonisation réglementaire. La Suède a signalé que l'énergie est un sujet qui relève de la sécurité nationale, en indiquant que la tendance serait plutôt à réglementer davantage qu'à déréguler. Le délégué a évoqué les certificats d'énergie renouvelable comme un système international de soutien neutre du point de vue technologique et compatible avec les lois du marché. La Grèce, en tant que Présidente de l'Union Européenne (UE), a évoqué la prochaine feuille de route vers 2030 de l'UE pour l'énergie et le changement climatique, qui sera le plus important point de débat dans les mois à venir.

Le Modérateur Pascual a remercié le panel pour sa démonstration de la mise en pratique de la conception régionale et de son caractère compétitif du point de vue des coûts.

RAPPORT SUR L'INITIATIVE CORRIDOR AFRICAIN DES ÉNERGIES PROPRES: L'Assemblée a pris note du rapport oral (voir page 2).

DISPOSITIONS POUR LA CINQUIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE: L'Assemblée a décidé que sa cinquième session aura lieu les 18 et 19 janvier 2015 à Abu Dhabi. Elle a désigné Fumio Kishida, Ministre des affaires étrangères, et Toshimitsu Motegi, Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie du Japon, comme co-présidents de la session, avec le Kazakhstan, le Kenya, la Nouvelle-Zélande et le Pérou comme vice-présidents.

Le Japon a indiqué que c'était un « grand honneur » d'être désigné Président de la cinquième session de l'Assemblée, et a notifié son intention de mettre à profit cette co-présidence.

QUESTIONS DIVERSES: Tard dans la soirée de dimanche, le Vice-Président de l'Assemblée Dikobe Benedict Martins, Ministre de l'énergie d'Afrique du Sud, a rappelé la décision (A/4/DC/L.3/Rev.1) adoptée par l'Assemblée quelques minutes auparavant concernant la procédure de nomination du Directeur-général et a informé les délégués que le mandat de quatre ans de l'actuel Directeur général de l'IRENA approche de son terme.

CONCLUSIONS DE L'ASSEMBLÉE ET CLÔTURE DE LA RÉUNION: Remerciant les délégués au nom du Directeur général, le Directeur général adjoint de l'IRENA Wouters a mis en exergue l'excellent niveau de soutien et d'intérêt dans l'Assemblée, ainsi que la présentation des diverses initiatives nouvelles de l'IRENA. Il a estimé que le programme de travail et le budget pour la période 2014-2015 sont une réussite importante. Il a exprimé sa gratitude au Japon, à la Nouvelle-Zélande, à la Norvège et à la Belgique pour leurs contributions financières, et s'est dit impatient de travailler avec les membres pour achever le programme de travail.

Le Vice-Président Martins a clos la réunion à 20h40.

RÉUNIONS À VENIR

5^e Sommet biennal C40 des maires: Le Group C40 Cities Climate Leadership (C40) est l'hôte de ce sommet de trois jours convoquant les maires des plus grandes villes du monde de concert avec des centaines de dirigeants urbains et de chefs de file en matière de changements climatiques pour une série de tables rondes et de séances de travail axées sur l'évaluation des gaz à effet de serre et l'adaptation au climat. Inauguré en 2005, C40 est un réseau de villes à travers le monde qui cherche à prendre des mesures locales concrètes en matière d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ses effets. **dates:** 4-6 février 2014 **lieu:** Johannesburg, Afrique du Sud **contact:** Secrétariat du C40 **email:** contact@c40.com **www:** <http://c40summitjohannesburg.org/>

14^e Sommet de Delhi sur le développement durable: atteindre la sécurité énergétique, alimentaire et de la ressource en eau pour tous: Organisé chaque année par l'Institut de l'énergie et des ressources (TERI) depuis 2001, le Sommet de Delhi sur le développement durable sert de plateforme pour échanger au niveau mondial des connaissances sur le développement durable. En 2014, le thème de la conférence est « Atteindre la sécurité énergétique, alimentaire et de la ressource en eau pour tous », et elle comprendra des segments thématiques sur ces domaines particuliers de la sécurité alimentaire, énergétique et de la ressource en eau. **dates:** 5-8 février 2014 **lieu:** New Delhi, Inde **contact:** Secrétariat **téléphone:** +91-11-24682100, 4150 4900 **fax:** +91-11-24682144, 2468 2145 **email:** dstds@teri.res.in **www:** <http://dstds.teriin.org/2014/index.php>

Deuxième réunion de haut niveau du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie: La deuxième réunion de haut niveau du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie, organisée conjointement par le Gouvernement de l'Éthiopie et la Commission de l'Union africaine, rassemblera des ministres africains et européens, des commissaires de l'Union africaine et de l'Union européenne, et d'autres décideurs politiques de haut niveau, ainsi que des organisations internationales, des représentants du secteur privé, des universités et la société civile, pour discuter de la coopération

Afrique-UE sur l'énergie et promouvoir des engagements et des actions plus poussés sur les défis énergétiques qui se posent aux deux continents. **dates:** 11-13 février 2014 **lieu:** Addis-Abeba, Éthiopie **contact:** David Otieno, Secrétariat **téléphone:** +49-61-96-79-1667 **fax:** +49-61-96-79-80-1667 **email:** secretariat@aep-conference.org **www:** http://www.aep-conference.org

L'eau, les services sanitaires et les énergies durables dans le programme de développement pour l'après-2015: Ce débat thématique fait partie d'une série de trois événements de haut-niveau et de trois débats thématiques convoqués par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Les événements sont organisés sous le thème général « Programme de développement pour l'après-2015: Préparons le terrain! », et visent à lancer le débat sur les domaines prioritaires du programme de développement pour l'après-2015 à travers des discussions approfondies, interactives et participatives, avec pour objectif de générer des contributions concrètes pour la formulation des Objectifs de développement durable. **dates:** 18-19 février 2014 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Tala Dowlatshahi, Bureau du Président de l'AGNU **téléphone:** +1-917-367-4718 **email:** dowlatshahi@un.org **www:** http://www.un.org/en/ga/president/68/settingthestage/

Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée: Le Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, se réunira pour la quatrième partie de sa deuxième session, en mars 2014. **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** http://unfccc.int/meetings/bonn_mar_2014/meeting/7979.php

Sommet 2014 sur l'avenir de l'énergie: Ce sommet sur invitation rassemblera les décideurs des secteurs publics et privés pour une discussion sur l'avenir des marchés, de l'industrie, de la finance et de la politique de l'énergie. Le thème 2014 sera « Pilotage du changement de système » et les sujets à aborder incluent le développement de nouveaux systèmes de réseau, la cyber-sécurité, l'intégration des énergies propres et l'ajout de véhicules électriques dans les réseaux. **dates:** 7-9 avril 2014 **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Dave Poritzky **téléphone:** +1-212-617-4050 **email:** dporitzky1@bloomberg.net **www:** http://about.bnef.com/summit/

Conférence internationale sur la durabilité dans le système eau-énergie-aliments: Cette conférence portera sur les liens existants entre la sécurité de l'accès à la ressource en eau, la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire, avec l'objectif d'évaluer l'information disponible, d'identifier les connaissances et les lacunes, de partager les enseignements, de faciliter les réseaux, et de contribuer à un consensus sur les priorités, de façon à envisager une amélioration conjointe de l'efficacité comme une stratégie gagnant-gagnant pour le développement humain et la durabilité environnementale. **dates:** 19-20 mai 2014 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Global Water System Project International Office **téléphone:** +49-228-73-6188 **email:** gwsp.ipo@uni-bonn.de **www:** http://wef-conference.gwsp.org/

40^e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC: Les 40^e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC et le Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP) se réuniront en juin 2014. **dates:**

4-15 juin 2014 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** http://unfccc.int/

10^e Conférence internationale sur l'énergie: Cette conférence biennale, organisée par le Comité national iranien de l'énergie, se centrera sur le thème « Efficacité dans la gestion des ressources, excellence dans l'industrie énergétique ». **dates:** 26-27 August 2014 **lieu:** Téhéran, Iran **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +98-21-42917000 **fax:** +98-21-42917100 **email:** info@iranec.com **www:** http://www.iranec.com/English/

Conférence 2014 sur les énergies renouvelables locales: Sous le thème « Façonner votre ville solaire et les solutions pratiques pour votre région, de la planification à la mise en œuvre », cette conférence offrira un forum international aux décideurs politiques, aux experts de l'énergie, aux fournisseurs de services énergétiques, aux chercheurs et aux représentants des entreprises pour se rassembler et discuter de l'avenir des énergies renouvelables locales. **dates:** 22-24 octobre 2014 **lieu:** Freiburg, Allemagne **contact:** ICLEI **email:** lr2013@iclei.org **www:** http://www.local-renewables-conference.org/

CdP 20 à la CCNUCC et CMP 10: La vingtième session de la Conférence des Parties (CdP 20) à la CCNUCC et de la 10^e session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto, ainsi que les organes subsidiaires de la CCNUCC, se réuniront en décembre 2014. Le Venezuela a proposé d'accueillir une réunion ministérielle avant la CdP. **dates:** 1-12 décembre 2014 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** http://www.unfccc.int

Cinquième session de l'Assemblée de l'IRENA: La cinquième session de l'Assemblée de l'IRENA se tiendra en janvier 2015. **dates:** 18-19 janvier 2015 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Adnan Amin, Directeur-General **téléphone:** +971-2-4179001 **email:** secretariat@irena.org **www:** http://www.irena.org

GLOSSAIRE

ADFD	Fonds d'Abu Dhabi pour le développement
BAD	Banque africaine de développement
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
EAU	Émirats arabes unis
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
RRA	Évaluation de l'état de préparation aux énergies renouvelables
SE4ALL	Sustainable Energy for All (énergie renouvelable pour tous)
UNECA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique